



DIVISION
DES DROITS DES PALESTINIENS

DIX-SEPTIEME SEMINAIRE DES NATIONS UNIES SUR LA QUESTION DE PALESTINE

Thème : "Les droits inaliénables du peuple palestinien"

Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York

22-23 juin 1987

TABLE DES MATIERES

| | <u>Paragraphes</u> | <u>Pages</u> |
|-------------------------------------------|--------------------|--------------|
| INTRODUCTION | 1 - 3 | 3 |
| I. DECLARATIONS LIMINAIRES | 4 - 18 | 3 |
| II. GROUPES D'ETUDE | 19 - 68 | 6 |
| III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS | 69 - 84 | 15 |

Annexes

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| I. Message adressé par les participants au Séminaire au Président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine .. | 19 |
| II. Liste des participants et observateurs | 20 |

INTRODUCTION

1. Le dix-septième Séminaire des Nations Unies sur la question de Palestine intitulé "Les droits inaliénables du peuple palestinien", organisé conformément à la résolution 40/96 B de l'Assemblée générale en date du 12 décembre 1985, s'est déroulé au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York les 22 et 23 juin 1987.
2. Le Séminaire était présidé par M. Shah Mohammad Dost (Afghanistan), Président par intérim du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien; le Rapporteur était M. Saviour F. Borg (Malte).
3. Quatre séances ont eu lieu au cours desquelles sept membres des groupes de travail ont présenté des rapports sur certains aspects de la question de Palestine. Ont en outre participé au Séminaire des représentants de 42 gouvernements, de l'OLP, de trois organismes des Nations Unies, de quatre programmes et institutions spécialisées des Nations Unies, de trois organisations intergouvernementales, d'une organisation de libération nationale et des observateurs de 20 organisations non gouvernementales.

I. DECLARATIONS LIMINAIRES

4. A la séance inaugurale du 22 juin 1987, M. William B. Buffum, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, aux affaires de l'Assemblée générale et aux services du Secrétariat s'est adressé au Séminaire au nom du Secrétaire général. Souhaitant la bienvenue aux participants, M. Buffum a déclaré que l'organisation du Séminaire témoignait de l'importance que la communauté internationale attachait à la recherche d'une solution à la question de Palestine, cause profonde du conflit du Moyen-Orient. Cette préoccupation ressortait déjà des travaux de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et des divers autres organismes des Nations Unies.
5. La participation active et les efforts inlassables de l'ONU ont finalement permis d'aboutir à un large consensus sur les éléments fondamentaux d'un règlement global du problème au Moyen-Orient. Les trois conditions établies sont les suivantes : retrait des forces israéliennes des territoires arabes occupés depuis 1967; reconnaissance et respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque Etat dans la région et de leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues; enfin, une solution satisfaisante au problème palestinien basée sur la recommandation des droits légitimes du peuple palestinien, y compris son droit à l'autodétermination. A cet égard, la question du statut de Jérusalem restait également d'une importance primordiale.
6. Dans le cadre de ses efforts visant à trouver une solution au problème, la Conférence internationale sur la question de Palestine avait demandé en 1983 la convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, ce qu'avait approuvé d'emblée l'Assemblée générale à sa trente-huitième session.
7. Conformément à la résolution 41/43 D de l'Assemblée générale en date du 2 décembre 1986, le Secrétaire général a présenté son rapport (A/42/277-S/18849 du

7 mai 1987) sur la question de la convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. Il y a indiqué que tous les membres du Conseil de sécurité étaient préoccupés par le problème du Moyen-Orient et que tous se sont prononcés pour la poursuite des efforts déployés par le Secrétaire général en vue de l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient. Il a en outre jugé encourageants les indices d'un assouplissement des positions des parties. Le Secrétaire général comptait dans les mois à venir intensifier ses contacts avec les parties en vue d'essayer de trouver les moyens de combler les écarts qui subsistent entre elles. M. Marrack I. Goulding, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques spéciales, se trouvait en ce moment même dans la région du Moyen-Orient où il poursuivait les efforts de l'ONU.

8. Souhaitant la bienvenue aux participants, M. Shah Mohammad Dost a rappelé que si la communauté internationale tout entière souhaitait qu'un terme soit mis à la longue tragédie du peuple palestinien et à l'effusion de sang au Moyen-Orient, les efforts faits pour régler ce problème particulièrement complexe n'avaient pas encore abouti, ce qui risquait d'avoir des conséquences graves sur la paix et la sécurité internationales.

9. Au cours des trois dernières années, une large majorité s'était dégagée à l'Assemblée générale pour demander la convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, conformément aux principes fondamentaux définis par la Conférence internationale sur la question de Palestine de 1983 et approuvés par la résolution 38/58 C. Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien avait décidé d'accorder la plus haute priorité à la convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, convaincu que seule l'ONU, en particulier le Conseil de sécurité à qui il avait été demandé de faciliter son organisation, pouvait constituer pour une bonne partie de la communauté internationale un cadre politique et juridique acceptable permettant aux négociations de se dérouler dans le respect des principes internationalement reconnus et sur un pied d'égalité pour toutes les parties concernées.

10. Le Comité était convaincu qu'il était essentiel pour parvenir à une solution pacifique de la question de Palestine, de sensibiliser l'opinion publique et de mener à tous les niveaux des actions en faveur du peuple palestinien qui lutte pour la jouissance de ses droits inaliénables conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU. Il était en outre très encourageant pour le Comité de constater que l'opinion publique avait de plus en plus conscience des divers aspects de la question de Palestine et qu'un très large consensus s'était dégagé autour de ses recommandations et de celles que la Conférence internationale sur la question de Palestine avait adoptées lors des diverses réunions tenues sous ses auspices.

11. Les événements tragiques survenus dans la région au cours des derniers mois montraient clairement qu'il était plus que jamais urgent que les Nations Unies assument leurs responsabilités morales et politiques envers le peuple palestinien et redoublent d'efforts pour mettre un terme à ses souffrances et établir une paix juste et durable dans la région. Selon le Comité, la situation risquerait de se détériorer encore davantage et d'entraîner des conséquences imprévisibles pour les populations et les pays de la région si des progrès réels n'étaient par bientôt accomplis dans la voie d'une solution.

12. M. Nasser Al-Kidwa, Observateur permanent suppléant de l'OLP auprès de l'Organisation des Nations Unies, a transmis un message de M. Yasser Arafat, Président du Comité exécutif de l'OLP.

13. Dans ce message, il était souligné que le Séminaire se tenait à un moment où le peuple palestinien vivait une situation grave, précaire et difficile, aussi bien dans sa patrie occupée qu'à l'étranger, dans la diaspora et en exil, victime d'un complot visant à le dépouiller de son identité et de ses droits nationaux, à liquider son seul représentant légitime, l'OLP, et les forcer à la capitulation.

14. Au Liban, Israël animé par une politique belliciste et arrogante et fort du soutien de l'Administration américaine, lançait pratiquement tous les jours des raids aériens, navals et terrestres contre les camps palestiniens avec les armes les plus modernes et le matériel militaire le plus sophistiqué. Israël aidait aussi certains de ses alliés à maintenir un blocus total sur les camps palestiniens et se livrait à des actes de génocides destinés à se débarrasser de la présence palestinienne au Liban et à diviser le pays en attendant la balkanisation de toute la région.

15. A un autre niveau, le peuple palestinien et son représentant légitime, l'OLP, ont été victimes d'un nouveau complot qui visait à fermer les bureaux de l'OLP à Washington et à New York en dépit du fait que l'un des bureaux avait été ouvert conformément à la législation en vigueur aux Etats-Unis et que l'autre se trouvait être la mission de l'OLP auprès de l'Organisation des Nations Unies. Toutes ces manoeuvres répétées procédaient d'une politique hostile des Etats-Unis envers le peuple arabe palestinien, d'un mépris de ses droits nationaux et d'un refus de reconnaître l'OLP comme son seul représentant légitime.

16. Le peuple palestinien avait, dans les résolutions adoptées par son Conseil national réuni à Alger du 20 au 25 avril 1987, manifesté son désir d'instaurer la paix. Ces résolutions appuyaient l'appel à la convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, conformément aux résolutions 38/58 C et 41/43 D de l'Assemblée générale des Nations Unies, c'est-à-dire dans un cadre de légitimité internationale découlant de toutes les résolutions des Nations Unies sur la question de Palestine et la question du Moyen-Orient, y compris la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, et sur la base de la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple arabe palestinien et de son droit à créer un Etat libre et indépendant.

17. Ont également prononcé une allocution lors de la séance d'ouverture, M. Isack Mudenge (Zimbabwe) au nom du Président du Mouvement des pays non alignés; M. Ahmad Farouk Arnouss (République arabe syrienne), Rapporteur du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux; M. Moussa Bocar Ly (Sénégal), représentant le Conseil des Nations Unies pour la Namibie; M. Arif Shahid Khan (Inde), Rapporteur du Comité spécial des Nations Unies contre l'apartheid; M. Samir Mansouri, Observateur permanent adjoint de la Ligue des Etats arabes auprès de l'Organisation des Nations Unies; Mme Salimatu T. Timbo, représentant le Bureau du Secrétaire exécutif de l'Organisation de l'unité africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies; et M. Nouredine Mezni, Directeur adjoint de la Mission permanente de l'Organisation de la Conférence islamique auprès de l'Organisation des Nations Unies.

18. Le Séminaire a adressé un message à M. Yasser Arafat, Président du Comité exécutif de l'OLP (voir annexe I au présent document).

II. GROUPE D'ETUDE

19. Deux groupes d'étude ont été constitués. Ces groupes d'étude étaient composés comme suit :

a) Groupe d'étude I : "La Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient (résolution 38/58 C de l'Assemblée générale des Nations Unies : pourquoi une telle conférence, comment la bien préparer, les chances de succès, les résultats à en attendre" :

M. David CARROLL (Etats-Unis d'Amérique)
M. Ramsey CLARK (Etats-Unis d'Amérique)
M. Konstantin GUEIVANDOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)*
M. Atif KUBURSI (Canada)
M. Pramathesh RATH (Inde)

Le Professeur Atif Kubursi a également parlé de l'impact des politiques économiques et sociales sur les Palestiniens vivant dans les territoires occupés et du rôle de l'OLP.

b) Groupe d'étude II : "L'opinion publique nord-américaine et la question de Palestine" :

M. Ibrahim ABU-LUGHOD (Palestine)
M. Francis BOYLE (Etats-Unis d'Amérique)

20. Les membres des groupes d'étude respectifs se sont mis d'accord sur un résumé des exposés et des débats se rapportant au sujet qu'ils avaient analysés. Les participants au Séminaire ont décidé d'inclure ces résumés dans le rapport.

Groupe d'étude I : "La Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient (résolution 38/58 C de l'Assemblée générale des Nations Unies) : pourquoi une telle conférence, comment la bien préparer, les chances de succès, les résultats à en attendre"

21. L'année 1987 a été marquée par toute une série de dates commémorant des événements qui ont été à l'origine du conflit au Moyen-Orient ou ont influé sur son cours. Il y eu le dix-neuvième anniversaire de la naissance du sionisme en tant qu'idéologie; 70 ans se sont déjà écoulés depuis la Déclaration Balfour, 20 ans depuis la guerre des Six jours, et cinq ans depuis l'invasion du Liban par Israël; l'année 1987 a également marqué le quarantième anniversaire de l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 181 (II) sur le partage de la Palestine.

* Les participants au Séminaire ont regretté l'absence de M. Gueivandov qui n'avait pas pu obtenir de visa. Sa communication a été distribuée à tous les participants.

22. La situation au Moyen-Orient continue de s'aggraver. L'absence de progrès réels vers l'instauration de la paix au Moyen-Orient constitue une menace pour la sécurité internationale. La tension est vive dans les territoires palestiniens et dans les autres territoires arabes occupés par Israël. Le statut de la ville de Jérusalem reste en suspens. On continue à s'attaquer à la culture palestinienne et à nier son existence. Israël lance des raids contre le Liban presque tous les jours et les affrontements militaires risquent de prendre de nouvelles dimensions dans toute la région.

23. La solution juste du problème qui a pour coeur la question de Palestine passe par le rétablissement des droits nationaux de ce peuple, y compris son droit au retour, son droit à l'autodétermination sans ingérence extérieure et son droit à établir son propre Etat indépendant en Palestine. Le rétablissement de la justice et de la légalité en faveur du peuple palestinien et le retrait d'Israël des territoires occupés constituent les conditions préalables à la normalisation de la situation globale au Moyen-Orient, à l'élimination de ce foyer de vive tension internationale et à l'instauration de la paix et la sécurité dans la région.

24. Le recours à la force comme moyen de régler le conflit a été totalement discrédité. Une nouvelle flambée de violence serait lourde de conséquences à la fois pour les populations de la région et pour le monde entier. C'est pourquoi les dirigeants responsables doivent agir de façon responsable. Il existe des chances réelles de paix au Moyen-Orient et la communauté internationale devrait tout mettre en oeuvre pour les exploiter.

25. La question de Palestine a toujours été étroitement liée aux activités de l'ONU. Le 29 novembre 1947, la résolution 181 (II) a été adoptée par l'Assemblée générale, mettant fin au mandat britannique et établissant deux Etats, l'un arabe et l'autre juif. La ville de Jérusalem devait être constituée en corpus separatum sous un régime international spécial. L'unité économique et la sauvegarde des droits fondamentaux devaient être garanties. Les dispositions de cette résolution n'ont été appliquées qu'en ce qui concerne la création de l'Etat d'Israël.

26. Le 10 novembre 1975, l'Assemblée générale a créé le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Dans ses recommandations, approuvées à maintes reprises par l'Assemblée générale depuis 1976, le Comité a énoncé un programme qui permettrait au peuple palestinien d'exercer ses droits inaliénables. Comme on le sait, l'attitude des Etats-Unis a empêché le Conseil de sécurité de donner suite à ces recommandations.

27. La Conférence internationale sur la question de Palestine, tenue à Genève du 29 août au 7 septembre 1983, a adopté une déclaration et un programme d'action. La Déclaration de Genève définit les principes fondamentaux qui devraient régir toute action internationale concertée en vue du règlement de la question de Palestine. Il est donc nécessaire pour appliquer ces principes de convoquer une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient en vue d'une solution négociée, juste et durable du conflit israélo-arabe. Il avait été décidé de l'organiser sous les auspices de l'ONU, et d'y faire participer toutes parties directement concernées, y compris l'OLP, les Etats-Unis, l'URSS et d'autres Etats intéressés, sur un pied d'égalité.

28. L'Assemblée générale, dans sa résolution 38/58 C, adoptée à sa trente-huitième session, a fait sienne la Déclaration sur la Palestine, de même que l'idée de convoquer une Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. Elle a également demandé au Secrétaire général, en consultation avec le Conseil de sécurité, de prendre les mesures nécessaires pour la convocation de la Conférence. Conformément à cette résolution et après consultation avec le Conseil de sécurité en 1984, le Secrétaire général a noté dans son premier rapport que les Gouvernements israélien et américain n'étaient pas disposés à participer à cette conférence.

29. A cet égard, le Séminaire a entendu un compte rendu exposant la position de l'URSS telle qu'elle découle de ses propositions du 29 juillet 1984. On a estimé que les propositions soviétiques étaient raisonnables et justes et tenaient compte de toutes les résolutions des Nations Unies sur la question ainsi que du programme d'action adopté lors de la Conférence arabe au sommet tenue à Fez en 1982.

30. Une Conférence de la paix pourrait aboutir à la signature d'un ou de plusieurs traités englobant des éléments d'accord aussi étroitement liés que : le retrait des troupes israéliennes de tous les territoires arabes occupés depuis 1967; l'exercice des droits nationaux légitimes du peuple palestinien, y compris son droit à créer son propre Etat; l'instauration de la paix et de la sécurité et le développement indépendant de tous les Etats engagés dans le conflit. En même temps, des garanties internationales devraient être élaborées et adoptées assurant le respect des dispositions du ou des traités sur le règlement du conflit du Moyen-Orient.

31. L'Assemblée générale, à ses trente-neuvième, quarantième et quarante et unième sessions, a réaffirmé qu'elle faisait sienne l'idée de convoquer la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient et réitéré sa conviction que la convocation de cette conférence constituerait une contribution importante à la recherche d'une solution juste, globale et durable du conflit israélo-arabe grâce aux efforts de toutes les parties concernées.

32. La Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient pourrait donner lieu à des négociations bilatérales, trilatérales ou multilatérales. Toutes les formes de contacts et d'interaction entre les participants seraient autorisées, mais uniquement dans le cadre de la Conférence comme prévu par l'Assemblée générale des Nations Unies, celle-ci ne devant pas servir à masquer des efforts pour conclure des accords séparés.

33. La plupart des Etats et des grandes organisations intergouvernementales, y compris l'OLP, les Etats arabes, l'URSS et d'autres pays socialistes, le Mouvement des pays non alignés, l'Organisation de la Conférence islamique, la Communauté européenne, les pays scandinaves, le Comité des Neuf chargé de la question de Palestine du Mouvement des pays non alignés et les Etats parties au Traité de Varsovie, ont appuyé pleinement l'idée de convoquer la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient et de constituer un comité préparatoire dans le cadre du Conseil de sécurité, avec la participation de ses membres permanents. Des organisations non gouvernementales (ONG), oeuvrant pour la paix et la justice au Moyen-Orient, sont également acquises à cette idée.

34. La dix-huitième session du Conseil national palestinien, réunie à Alger du 20 au 25 avril 1987, a appuyé la convocation de la Conférence internationale de la

/...

paix sur le Moyen-Orient dans le cadre et sous les auspices de l'ONU, avec la participation des membres permanents du Conseil de sécurité et des parties concernées, y compris l'OLP, sur un pied d'égalité. Le Conseil national palestinien a également accepté l'idée de constituer un comité préparatoire au sein du Conseil de sécurité.

35. La convocation de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient permettrait de montrer que la raison, le dialogue et le choix démocratique peuvent contribuer à instaurer la paix dans la région. Le fait que l'ONU n'ait pas pu régler cette question en dépit de la quasi-unanimité qui s'est faite autour de la tenue de la Conférence conduit à beaucoup douter de sa capacité à s'acquitter des tâches qui lui sont confiées. Le simple respect de la démocratie, de la volonté de la majorité, devrait suffire pour triompher de ceux qui s'opposent encore à la convocation de la Conférence.

36. L'Assemblée générale, dans sa résolution 41/43 D, a souligné que tous les gouvernements doivent d'urgence faire de nouveaux efforts concrets et constructifs afin que la Conférence puisse se tenir sans plus de retard et a fait sienne l'idée de constituer dans le cadre du Conseil de sécurité, avec la participation des membres permanents du Conseil, un comité préparatoire chargé de prendre les mesures nécessaires pour la convocation de la Conférence. L'Assemblée a également prié le Secrétaire général de poursuivre, en consultation avec le Conseil de sécurité, ses efforts en vue de la convocation de la Conférence et de lui faire rapport à ce sujet.

37. Conformément à cette demande, le Secrétaire général a présenté son rapport (A/42/277-S/18849) le 7 mai 1987. Il y a déclaré que "contrairement à ce qui s'était passé les années précédentes, aucun des membres du Conseil ne s'est opposé en principe à l'idée d'une conférence internationale sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Il était évident toutefois que de vastes divergences de vues subsistaient quant à la forme que devrait revêtir une conférence. Il avait été généralement reconnu que les positions des parties elles-mêmes restaient très éloignées sur un certain nombre de questions de procédure et de fond, mais qu'au cours des derniers mois il y avait eu des indices d'assouplissement des attitudes à l'égard du processus de négociation et que c'était là une tendance qu'il fallait encourager". Le Secrétaire général comptait dans les mois à venir intensifier ses contacts avec les parties en vue d'essayer de trouver les moyens de combler les écarts qui subsistent entre elles. Il a également l'intention de poursuivre ses consultations avec les membres du Conseil de sécurité. A cet égard, le Comité a fait part de sa détermination à poursuivre ses efforts en vue d'obtenir la convocation de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, car il est convaincu qu'elle constituerait un important pas vers le règlement de la question de Palestine.

38. Il a été souligné que le moment était venu d'entamer les travaux préparatoires de la Conférence conformément à la résolution 41/43 D de l'Assemblée générale des Nations Unies. Les membres permanents du Conseil de sécurité pouvaient prendre des initiatives à cet égard.

39. Les récents événements survenus dans la région, et notamment ceux affectant le sort des Palestiniens, confèrent un caractère particulier d'urgence à la convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Dans l'intérêt des populations du Moyen-Orient, de la paix et de la sécurité internationales, il est indispensable de trouver une solution rapide au conflit israélo-arabe. Celui-ci revêt certes des dimensions diverses, mais ce sont surtout les souffrances infligées au peuple palestinien et l'injustice dont il a été victime qui sont au coeur du problème. Il ne saurait y avoir de paix durable dans la région sans une juste solution à la question de Palestine.

40. Les participants au Séminaire ont été informés des activités du Catholic Near East Welfare Association. Cette association ainsi que la Mission pontificale pour la Palestine, qui oeuvrent pour le bien-être des Palestiniens et des autres populations, essaient par des activités de secours et de développement de maintenir l'identité et la vitalité des communautés palestiniennes locales, que ce soit dans les camps de réfugiés, dans les villes ou villages, à l'école ou à la paroisse. Elles poursuivront leur action jusqu'à ce que la paix et la justice triomphent.

41. Le cardinal O'Connor, Président de la Catholic Near East Association, s'est fait, à son retour du Liban en juin 1986, l'écho d'un appel lancé par le Vatican en faveur d'une patrie pour les Palestiniens. La position de l'Eglise catholique sur une solution à la crise du Moyen-Orient, un règlement équitable de la question de Palestine, la situation au Liban et le statut de la ville sainte de Jérusalem a été rappelée telle qu'elle avait été définie par le pape Jean-Paul II dans son allocution prononcée à la tribune des Nations Unies le 2 octobre 1979. La Mission du Saint-Siège auprès de l'Organisation des Nations Unies a toujours préconisé le dialogue, condition nécessaire pour la paix, et demandé à la communauté internationale de faire des efforts constructifs pour rétablir la paix au Moyen-Orient.

42. Le Séminaire a également entendu un exposé sur la situation économique dans les territoires palestiniens occupés. La domination et l'exploitation économiques qu'exerce Israël sur les territoires occupés est ouverte, calculée et systématique. Elles reposent sur un ensemble de mécanismes parfaitement coordonnés et synchronisés. L'eau est délibérément rationnée pour limiter la production agricole et réduire l'activité économique dans les territoires occupés. Israël complique le problème du développement industriel de manière systématique. Les liens avec les marchés traditionnels ont été coupés et le coût de la main-d'oeuvre a considérablement augmenté. La plupart des activités industrielles dans les territoires occupés se réduisent à de petites exploitations familiales dotées de moyens et de ressources limités. Les autorités doivent être informées de tous les fonds provenant de l'étranger, dans le but d'éliminer pratiquement toute source extérieure d'investissement. Les centres de recherche sont victimes de tracasseries ou sont fermés. Les universités sont souvent fermées arbitrairement et les professeurs et étudiants arrêtés sans raison.

43. Le déséquilibre entre le marché du travail et le système éducatif est symptomatique de certains problèmes fondamentaux. La planification de la main-d'oeuvre et de l'enseignement dans les territoires occupés est difficile et

vaine si elle ne prépare pas l'indépendance économique et politique. Il a été proposé de concevoir un modèle intégré qui rassemblerait les besoins en main-d'oeuvre, les activités d'enseignement, le développement économique et les priorités en matière de politiques en un système souple, cohérent et efficace.

44. Les Palestiniens vivant dans les territoires occupés n'arrivent pas à équilibrer leurs besoins en matière de main-d'oeuvre et d'enseignement parce qu'ils ne parviennent pas à former leur propre gouvernement et à mobiliser et à réaffecter les ressources. L'absence de gouvernement central restreint les chances de pouvoir réformer l'enseignement et résorber le chômage. Manifestement, il suffirait de peu pour stimuler l'économie et améliorer l'enseignement. Il faudrait seulement parvenir rapidement à relever sensiblement le niveau des exportations et celui des capitaux d'investissement. Les élèves des établissements secondaires devraient être de plus en plus orientés vers l'enseignement technique et professionnel. Les marchés arabes devraient s'ouvrir afin d'absorber le surcroît de production industrielle et agricole des territoires occupés.

Groupe d'étude II : "L'opinion publique nord-américaine et la question de Palestine"

45. Le rôle précis que l'opinion publique peut jouer dans l'orientation d'une politique étrangère, les contraintes qu'elle peut imposer aux responsables dans le choix de telle ou telle politique et la question de savoir si l'opinion publique peut, par le biais d'un processus politique normal, promouvoir l'adoption d'une politique particulière qui aurait fait l'objet d'un consensus sont autant de sujets fort débattus. L'avis a été émis qu'il existe une relation entre l'opinion publique et la politique étrangère, en particulier dans un système censé démocratique et pluraliste. Incontestablement, toute politique, pour avoir une certaine légitimité, doit bénéficier de l'aval de l'opinion publique; l'absence d'un consensus autour d'une politique nationale ou étrangère pourrait soulever de graves difficultés et entraîner de lourdes conséquences pour le Gouvernement.

46. La question de Palestine s'inscrit dans le contexte du conflit historique et contemporain qui oppose les Arabes palestiniens aux Juifs israéliens sur l'avenir politique de la Palestine. Si la définition de cette question a évolué au fil du temps, de nos jours elle tourne généralement autour du droit du peuple palestinien à l'autodétermination.

47. Les résolutions de l'ONU soutiennent le droit des Palestiniens au retour sur leur terre historique de Palestine et/ou à une forme d'indemnisation, à l'indépendance et à la souveraineté sans ingérence étrangère en Palestine, généralement délimitée par la Rive occidentale et la bande de Gaza, et leur droit à se faire représenter par la seule organisation légitimement habilitée à le faire, l'OLP. Pour permettre au peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination, Israël doit mettre fin à son occupation militaire de la Rive occidentale et de la bande de Gaza et parvenir à un accord, en particulier avec l'OLP, sur les questions relatives à l'indemnisation et au retour ainsi que les modalités des relations politiques futures entre l'Etat palestinien indépendant et Israël. Enfin, ce règlement devra intervenir dans le cadre d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, convoquée par l'ONU et à laquelle participeront sur un pied d'égalité toutes les parties au conflit.

48. Il est légitime de penser que l'opinion publique a favorisé ou soutenu la politique que les Etats-Unis ont adoptée à tel ou tel moment. Etant donné que la politique américaine sur la question de Palestine n'a que peu évolué depuis 1946, en ce sens qu'elle s'est toujours opposée à l'exercice par le peuple palestinien de son droit à l'autodétermination et que les Etats-Unis ont toujours soutenu Israël dans ses actions visant à faire obstacle à ce droit, on peut admettre qu'elle était d'une manière ou d'une autre autre consciente des divers aspects de la question de Palestine.

49. Pour que la politique du Gouvernement américain à l'égard de la question de Palestine n'ait pas évolué, il fallait qu'elle ait le soutien ou, pour le moins, l'assentiment de l'opinion publique. Le fait que la question de Palestine n'ait pas soulevé de débat au niveau de la classe politique américaine, en dépit de quelques tentatives faites dans cette direction, pourrait indiquer soit qu'il y avait un consensus au sein de l'opinion publique, soit que l'ensemble de la population ne se sentait pas suffisamment concernée par le fait que la constance de la politique gouvernementale était due à l'existence d'un groupe précis de citoyens ayant des vues fortement tranchées sur la question.

50. On peut affirmer que la presse et la radio ne reflètent pas l'opinion du public; au contraire, il a été prouvé à quel point les médias influent sur cette opinion et contribuent à la former. Toute discussion sur l'opinion publique et la question de Palestine doit donc tenir compte de deux éléments essentiels : d'une part, la constance de la politique américaine depuis 1946 au moins et, d'autre part, les résultats des sondages et enquêtes d'opinion périodiques. L'absence d'études sérieuses sur ce que pensait l'opinion publique nord-américaine de la question de Palestine est un fait révélateur.

51. Bien que la question de Palestine ait toujours été essentiellement une question de politique étrangère liée à l'avenir d'un pays étranger et au sort de populations étrangères, elle devait dans le contexte politique américain revêtir une importance particulière au niveau national. Les sondages d'opinion ont démontré à l'évidence la portée sectorielle de cette question et le fait que la majorité du public américain n'en était que peu informé. Mais la petite minorité ayant exprimé une opinion bien établie était en général favorable aux revendications juives sur la Palestine et était composée en grande partie de Juifs.

52. A voir les questions posées dans les sondages, Israël est manifestement parvenu à présenter le conflit comme un conflit l'opposant aux Arabes. Aucun sondage d'opinion réalisé pratiquement de 1948 au milieu des années 70 ne mentionne les Palestiniens. Il n'est pas sans intérêt de noter que si Israël a bénéficié dans les années 50 et 60 d'une sympathie et d'un soutien plus grands que celui accordé aux "Arabes", il n'en a pas été de même en ce qui concerne le destin de Jérusalem.

53. L'opinion publique nord-américaine a commencé à modifier sa perception de la question de Palestine, surtout vers la fin des années 60 et dans les années 70. Plusieurs facteurs ont contribué à donner au public, aux instituts de sondage et même au gouvernement, une autre idée de la réalité, notamment la victoire d'Israël lors de la guerre de 1967, la défaite des Etats arabes et l'occupation de leurs territoires nationaux par Israël, qui ont contribué à mettre en lumière la résistance palestinienne dirigée par l'OLP.

54. Trois éléments majeurs ont permis au public de mieux cerner la question de Palestine et des Palestiniens. Il y a premièrement les médias (la presse et la radio), qui ont dû diffuser et analyser des informations et des données se rapportant spécifiquement aux Palestiniens et aux politiques d'occupation de la Rive occidentale et de la bande de Gaza par Israël. Comme l'OLP symbolisait de plus en plus la résistance palestinienne face à Israël, les médias commencèrent à accorder une attention particulière à cette organisation, à ses dirigeants, à ses activités politiques et autres. Les médias ont ainsi contribué de façon significative à révéler la dimension de la question de Palestine dans le conflit du Moyen-Orient et à amener l'opinion publique américaine à en prendre conscience.

55. Il y a deuxièmement le rôle de l'Organisation des Nations Unies. L'adoption par les Etats arabes, lors du sommet de Khartoum (1967), d'un plan de paix aux termes duquel ils s'engageaient à régler leur conflit avec Israël sur la base de son retrait total des territoires occupés et de la réalisation des droits légitimes du peuple palestinien leur a permis de défendre vigoureusement cette cause au sein de l'ONU. En 1969, l'Assemblée générale a adopté sa première résolution appuyant le droit des Palestiniens à l'autodétermination et à lutter par tous les moyens légitimes, y compris la lutte armée, pour atteindre cet objectif.

56. Il y a troisièmement l'évolution du cadre américain dans lequel se déroulaient les débats sur la question de Palestine. Pour la première fois dans l'histoire moderne des Etats-Unis, d'importants groupes acquis à la cause palestinienne ont fait campagne en faveur du droit du peuple palestinien à l'autodétermination, soutenu la résistance palestinienne contre l'occupant israélien et préconisé un règlement du conflit sur la base de la légitimité des aspirations palestiniennes. L'émergence de ces organisations, de même que l'apparition de groupes locaux dans diverses villes des Etats-Unis, a permis dans une large mesure de publier et d'analyser des informations sur le conflit du Moyen-Orient et, partant, de mieux sensibiliser l'opinion publique à la question de Palestine.

57. Enfin, le facteur le plus décisif a peut-être été le changement intervenu sur le plan national au cours des années 70 aux Etats-Unis. L'attitude de plus en plus critique de l'opinion publique à l'égard de la politique étrangère américaine dans le tiers monde, la force grandissante des mouvements pacifiques et l'avènement d'un autre système d'information ont puissamment contribué à placer la question de Palestine dans le cadre global de la lutte contre le colonialisme et pour la libération nationale.

58. L'analyse minutieuse des sondages réalisés au cours des années 70 et 80 a révélé que l'opinion publique se sentait de plus en plus concernée par la question de Palestine et que le règlement du conflit qu'elle préconisait différait de celui autour duquel s'était précédemment dégagé un "consensus". Les sondages des années 80 ont montré clairement que "l'opinion" soutenait la création d'un Etat ou d'un territoire palestinien indépendant sur la Rive occidentale et dans la bande de Gaza dans le cadre d'un processus de paix qui aurait pour amorce une conférence internationale de la paix à laquelle participeraient toutes les parties en présence. Selon les sondages, l'OLP devait prendre part à ces négociations de paix.

59. Il est évident qu'une fraction beaucoup plus grande du public a davantage conscience aujourd'hui que les Palestiniens constituent un élément distinct dans le conflit israélo-arabe. Le public est aussi beaucoup plus conscient de certains aspects précis du conflit qui oppose Israël aux Palestiniens, à savoir des revendications territoriales précises, le modus vivendi à réaliser, les conflits d'intérêts et l'opposition entre dirigeants. Quelle que puisse être l'idée que se fait le public du caractère et des actions de l'OLP, il ne doute guère de sa représentativité et, de ce fait, de la nécessité de sa participation au processus de paix.

60. Le soutien accordé au peuple palestinien dans sa quête d'autodétermination n'entraîne pas forcément une diminution de l'appui à Israël : d'après les sondages, il devrait être possible à la fois d'aider les Palestiniens à réaliser leur droit à l'autodétermination et de soutenir un Etat d'Israël qui n'assurerait pas sa sécurité en recourant à l'occupation militaire ou à l'élimination du peuple palestinien.

61. Selon les informations disponibles, il existe deux tendances aux Etats-Unis : la tendance officielle représentée par le Gouvernement et ses partisans qui nient la légitimité des aspirations et des revendications palestiniennes et rejettent le droit du peuple palestinien à l'autodétermination; et une autre tendance représentée par le public qui lui reconnaît ce droit.

62. L'instauration de la paix au Moyen-Orient suppose une initiative vigoureuse des Etats-Unis, agissant en stricte conformité des règles du droit international et en étroite collaboration avec les institutions internationales compétentes, en particulier l'Organisation des Nations Unies. En tant que pays signataire des quatre Conventions de Genève de 1949, les Etats-Unis sont tenus en vertu de l'article premier à respecter les dispositions desdites conventions et à les faire respecter en toutes circonstances par les autres parties contractantes. Les Etats-Unis ont le devoir d'user de l'influence que leur confèrent leurs relations avec Israël pour l'amener à observer scrupuleusement les règles de droit humanitaire en matière de conflits armés.

63. Aucune solution durable ne pourra être trouvée à la question de Palestine tant qu'Israël ne reconnaîtra pas le droit légitime du peuple palestinien à l'autodétermination. L'Assemblée générale des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes ont décidé que l'OLP était le seul représentant légitime du peuple palestinien. Israël et les Etats-Unis doivent respecter cette décision s'ils veulent parvenir à un règlement négocié du conflit dans son ensemble.

64. Il a été suggéré que les Etats-Unis pourraient ouvrir la voie à des négociations de paix entre Israël et les Palestiniens en proposant que la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité soit amendée de la façon suivante. Premièrement, cet amendement affirmerait explicitement le droit légal du peuple palestinien à l'autodétermination, y compris celui de créer son propre Etat indépendant s'il le souhaite. Deuxièmement, s'agissant de la garantie de l'existence de l'Etat d'Israël, la résolution 242 (1967) amendée continuerait à affirmer la nécessité de la "cessation de toutes assertions de belligérance ou de tous états de belligérance et du respect et de la reconnaissance de la

souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque Etat de la région et de leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues à l'abri de menaces ou d'actes de force". En outre, il devrait être précisé dans la résolution qu'une protection est nommément accordée à l'Etat d'Israël, ce qui n'est pas le cas dans le texte actuel. La résolution ainsi amendée serait présentée à Israël et à l'OLP pour approbation et servirait de prélude à l'ouverture de négociations officielles.

65. Le droit des peuples à l'autodétermination constitue un principe fondamental de la politique étrangère américaine et du droit international depuis le fameux discours en 14 points prononcé par le Président Woodrow Wilson le 8 janvier 1918. Le principe fondamental d'interdépendance, de paix universelle entre les nations, d'égalité des droits et d'autodétermination des peuples a été explicitement reconnu et réaffirmé dans l'Article 1 2) de la Charte des Nations Unies. C'est ce principe qui a conduit l'Assemblée générale à adopter sa résolution 181 (II) du 29 novembre 1947.

66. Il n'y aura pas de paix au Moyen-Orient tant que le peuple palestinien ne pourra exercer son droit légal à l'autodétermination comme il l'entend et non comme l'aura choisi pour lui un autre Etat.

67. Israël continue à occuper de fait la Rive occidentale et la bande de Gaza et a déjà annexé illégalement les hauteurs du Golan et la partie occidentale de Jérusalem. La communauté internationale peut empêcher ou tout au moins décourager ces actes illégaux en espérant que cela conduira en fin de compte à la conclusion d'un accord de paix.

68. La façon dont l'Assemblée générale des Nations Unies, le Conseil de sécurité et la Cour internationale de Justice ont traité la question de Namibie fournit un bon exemple d'application du droit international à l'autodétermination. Il est suggéré qu'une procédure analogue soit suivie en ce qui concerne le mandat sur la Palestine, dans l'espoir que la communauté internationale accepte que le peuple palestinien exerce son droit à l'autodétermination. Le précédent namibien appliqué à la question de Palestine constituerait pour tous ceux qui souhaitent la paix au Moyen-Orient une alternative à la violence.

III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

69. Malgré les efforts intensifs de l'ONU, le règlement pacifique du conflit du Moyen-Orient échappe encore et la situation dans la région demeure instable. Les événements survenus récemment ont montré qu'il devenait de plus en plus urgent de trouver une solution à ce problème extrêmement complexe. Tout retard non seulement prolongerait les épreuves du peuple palestinien mais continuerait à représenter une menace pour la paix dans la région. En notre temps, il convient de restructurer les relations internationales de manière que la confrontation cède le pas à la coopération et que les situations conflictuelles, telles que le conflit israélo-arabe, se règlent par des moyens politiques pacifiques plutôt que par la force militaire.

70. Le Séminaire, préoccupé par la situation dangereuse existant au Moyen-Orient, est profondément convaincu que les intérêts vitaux des peuples de la région et les impératifs de la paix et de la sécurité internationales exigent de parvenir de toute urgence à un règlement global, juste et durable du conflit du Moyen-Orient au coeur duquel se trouve la question de Palestine. Le plein exercice par le peuple palestinien de ses droits inaliénables, y compris le droit au retour, le droit à l'autodétermination sans ingérence étrangère et le droit de créer son propre Etat indépendant en Palestine, et le retrait total des forces israéliennes de tous les territoires arabes occupés depuis 1977, y compris Jérusalem, demeurent les conditions préalables à la solution du problème palestinien.

71. La situation continue de s'aggraver en ce qui concerne les droits inaliénables du peuple palestinien. Des efforts énergiques ont été faits pour trouver une solution au conflit mais les actions israéliennes dans les territoires occupés ont encore compliqué la situation. Israël poursuit sa politique illégale d'implantation de colonies de peuplement juives et de confiscation de terres arabes dans les territoires palestiniens occupés. Cette politique de la "main de fer" vise à étouffer toutes les formes d'expression politique, culturelle, sociale et économique du peuple palestinien. Les autorités israéliennes continuent de renforcer leur emprise sur la plupart des aspects de la vie quotidienne dans le but d'empêcher le développement autonome des territoires occupés et de mettre ceux-ci dans une situation de dépendance devant conduire à leur intégration et à leur annexion définitive. Ces agissements constituent une violation flagrante des résolutions des Nations Unies et des principes du droit international et ne peuvent qu'exacerber la tension dans la région et compromettre encore davantage la recherche d'une solution pacifique.

72. Le Séminaire a noté avec une profonde préoccupation l'état de dépendance économique dans laquelle Israël continuait à maintenir le peuple palestinien dans les territoires occupés en confisquant leurs terres, en leur refusant le droit d'exploiter leurs propres ressources en eau, en les empêchant d'entretenir des relations commerciales avec des partenaires de leur choix, en traitant les habitants des territoires occupés comme une réserve de main-d'oeuvre bon marché, qu'il utilise selon les besoins pour calmer la tension dans une économie israélienne surchauffée et qu'il renvoie au moindre signe de ralentissement économique. Le Séminaire s'est félicité des efforts faits par l'OLP, les Nations Unies et ses organismes et institutions de même que par les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales dans le domaine du développement économique et social en faveur du peuple palestinien sous domination. Le Séminaire a invité l'Organisation des Nations Unies, ses organismes et ses institutions à fournir diverses formes d'assistance économique et sociale au peuple palestinien en consultation et en coopération avec l'OLP.

73. Le Séminaire a affirmé que le problème de l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien demeurait au coeur du conflit du Moyen-Orient et qu'il ne saurait y avoir de paix globale, juste et durable dans la région sans le plein exercice de ces droits, y compris le droit au retour, le droit à l'autodétermination, le droit de créer son propre Etat indépendant en Palestine et sans le retrait complet d'Israël des territoires occupés depuis 1967, y compris Jérusalem. Il a en outre affirmé que l'OLP était le seul représentant légitime du peuple palestinien.

74. Le Séminaire a examiné la question du statut de Jérusalem et approuvé de nouveau la position du Conseil de sécurité contenue dans sa résolution 478 (1980) du 20 août 1980, dans laquelle il affirmait "que l'adoption de la loi fondamentale par Israël constitue une violation du droit international et n'affecte pas le maintien en application de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre du 12 août 1949, dans les territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés depuis juin 1967, y compris Jérusalem", et considère "que toutes les mesures et dispositions législatives et administratives prises par Israël, la puissance occupante, qui ont modifié ou visent à modifier le caractère et le statut de la Ville Sainte de Jérusalem et en particulier la récente 'loi fondamentale' sur Jérusalem sont nulles et non avenues et doivent être rapportées immédiatement".

75. Le Séminaire a conclu à l'unanimité que le meilleur moyen d'établir une paix juste et durable au Moyen-Orient était de convoquer la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient sous les auspices de l'ONU et avec la participation de toutes les parties au conflit, y compris l'OLP, ainsi que les Etats-Unis et l'URSS et d'autres Etats concernés, conformément à la résolution 38/58 C de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le Séminaire a également approuvé l'idée de constituer dans le cadre du Conseil de sécurité, avec la participation des membres permanents du Conseil, un comité préparatoire chargé de prendre les mesures nécessaires pour la convocation de la Conférence conformément à la résolution 41/43 D de l'Assemblée générale. Le Séminaire a estimé que les membres du Conseil de sécurité devraient immédiatement constituer ledit comité préparatoire.

76. Le Séminaire a en outre rappelé que l'OLP, les Etats arabes, le Mouvement des pays non alignés, l'Organisation de la Conférence islamique, les pays socialistes et la Communauté économique européenne avaient apporté leur appui ferme et sans défaillance à l'idée de convoquer une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. Le Séminaire s'est déclaré convaincu que des accords partiels et fragmentaires ne résoudraient pas le fond du problème israélo-arabe auquel il doit être apporté une solution pacifique globale. Le Séminaire a estimé que le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien avait un rôle primordial à jouer dans la convocation de la conférence et a encouragé ses efforts dans cette voie.

77. Aucune condition préalable ne devrait être mise à la convocation de la conférence dont les travaux devraient être menés dans un esprit constructif. La conférence devrait rechercher un règlement global de tous les aspects du conflit israélo-arabe. Le Séminaire a lancé un rappel à tous les membres du Conseil de sécurité et en particulier à ses membres permanents pour qu'ils s'acquittent de leurs responsabilités en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales, qu'ils fassent preuve de la volonté politique nécessaire pour s'employer énergiquement à obtenir la convocation de la conférence.

78. Le Séminaire s'est vivement félicité des efforts du Secrétaire général de l'ONU visant à convoquer une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. A cet égard, le Séminaire a pris note de son rapport (A/42/277-S/18849) et approuvé son intention d'intensifier ses contacts avec les parties en vue d'essayer de trouver les moyens de combler les écarts qui subsistent entre elles.

79. Le Séminaire a jugé les résultats de la dix-huitième session du Conseil national palestinien, tenue en avril 1987 à Alger, extrêmement importants. Il s'est particulièrement félicité de l'appui sans réserve apporté par l'OLP à la convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient et à la constitution d'un comité préparatoire dans le cadre du Conseil de sécurité, avec la participation de ses membres permanents.

80. Le Séminaire a rappelé que l'année 1987 avait été marquée par la commémoration d'importantes dates dans l'histoire de la lutte du peuple palestinien, y compris le soixante-dixième anniversaire de la Déclaration Balfour, le quarantième anniversaire de l'adoption de la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale, le vingtième anniversaire de la guerre de 1967 et le cinquième anniversaire de l'invasion et de l'occupation du territoire libanais par Israël et du massacre de Sabra et de Chatila.

81. Il faudrait intensifier les efforts pour mobiliser l'opinion publique américaine et mondiale grâce à l'utilisation des médias. A cet égard, l'ONU devrait s'attacher à diffuser davantage d'informations précises et à jour sur la question de Palestine dans le cadre de sa contribution à la recherche d'une solution juste au problème palestinien fondée sur l'exercice par le peuple palestinien de ses droits nationaux inaliénables.

82. Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et la Division des droits palestiniens du Secrétariat de l'ONU ont un rôle important à jouer dans le rassemblement et la diffusion de l'information. En outre, le Département de l'information de l'ONU, en coopération avec la Division des droits palestiniens, devrait veiller à ce que des informations exactes sur la question de Palestine soient diffusées de la façon la plus large possible.

83. Il est important que les médias jouent un rôle plus actif dans la diffusion d'informations plus équilibrées sur le Moyen-Orient et en particulier sur le sort dramatique des Palestiniens, à l'intérieur et à l'extérieur des territoires occupés. Des institutions comme les universités et collèges, les instituts de recherche, les églises et autres institutions religieuses, de même que les organisations non gouvernementales nationales et internationales, peuvent exercer une influence déterminante sur l'opinion publique en particulier aux Etats-Unis et au Canada. Ces institutions devraient être instamment invitées à s'intéresser davantage à la question de Palestine et à la traiter de manière plus objective.

84. Le Séminaire a encouragé le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien à prendre fermement position contre la loi qu'envisage d'adopter le Congrès des Etats-Unis tendant à fermer le bureau de l'Observateur permanent de l'OLP auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York ou à considérer toute association avec l'OLP comme un crime. Le Séminaire a estimé que ce projet de loi était en violation de l'accord de siège signé entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis. Le Comité devrait examiner avec le Conseiller juridique de l'Organisation des Nations Unies si le projet de loi était ou non conforme aux principes fondamentaux du droit international notamment à l'accord de siège conclu avec le pays hôte. Le Séminaire a en outre instamment prié le Comité de demander au Comité chargé des relations avec le pays hôte de contester ce projet de loi.

Annexe I

MESSAGE ADRESSE PAR LES PARTICIPANTS AU SEMINAIRE AU PRESIDENT DU
COMITE EXECUTIF DE L'ORGANISATION DE LIBERATION DE LA PALESTINE

Les participants au dix-septième Séminaire des Nations Unies sur la question de Palestine, tenu au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York les 22 et 23 juin 1987, tiennent vous exprimer leurs sincères remerciements pour les aimables paroles contenues dans le message adressé au Séminaire à sa séance d'ouverture. Le Séminaire a examiné les moyens de convoquer la conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient conformément à la résolution 38/58 C de l'Assemblée générale des Nations Unies en vue d'apporter une solution globale, juste et durable au conflit israélo-arabe et à la question de Palestine qui se trouve au coeur de ce conflit. Le Séminaire a également examiné la façon de mobiliser davantage l'opinion publique américaine en faveur de l'exercice des droits nationaux inaliénables du peuple palestinien, notamment le droit au retour, le droit à l'autodétermination et le droit de créer en Palestine, un Etat indépendant qui lui soit propre. Les participants ont estimé que les résultats de la dix-huitième session du Conseil national palestinien pouvaient grandement contribuer à apporter une solution juste à la question de Palestine et se sont félicités du soutien sans réserve que l'OLP a apporté à l'ONU dans ses efforts visant à convoquer la conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient et à constituer un comité préparatoire dans le cadre du Conseil de sécurité, avec la participation des membres permanents du Conseil.

Nous vous assurons de notre soutien et de notre solidarité de même que nous soutenons le peuple palestinien placé sous la conduite de l'Organisation de libération de la Palestine, son seul représentant légitime.

Annexe II

LISTE DES PARTICIPANTS ET OBSERVATEURS

Personnalités

M. Ibrahim ABU-LUGHOD (Palestinien)
M. Francis BOYLE (Etats-Unis d'Amérique)
M. David CARROLL (Etats-Unis d'Amérique)
M. Ramsey CLARK (Etats-Unis d'Amérique)
M. Konstantin GUEIVANDOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)
M. Atif KUBURSI (Canada)
M. Pramathesh RATH (Inde)

Etats Membres

| | |
|-----------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Afghanistan | - S. E. M. Shah Mohammad Dost Ambassadeur Représentant permanent - M. Mohammad E. Roshan-Rawaan Ministre Conseiller |
| Algérie | - M. Abdallah Baali Conseiller |
| Arabie saoudite | - M. Soud Mohamed Zedan Premier Secrétaire |
| Bhoutan | - M. Ogyen T. Doje Premier Secrétaire |
| Brésil | - M. Anvar Nahes Deuxième Secrétaire |
| Chine | - M. Shibing Yuan Conseiller |
| Comores | - S. E. M. Amini Ali Moumin Ambassadeur Représentant permanent |
| Chypre | - M. James C. Droushiotis Premier Secrétaire |
| Guinée | - M. Mamadou Saïdou Dillao Attaché |
| Guyana | - S. E. M. David D. Karran Ambassadeur Représentant permanent adjoint |

/...

| | |
|---------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Hongrie | - M. Miklos Endreffy Représentant permanent adjoint |
| Inde | - M. Pramathesh Rath Conseiller |
| Indonésie | - M. Kria Fahmi Pasaribu Troisième Secrétaire |
| Iraq | - M. Abdul Karim Al-Sudani Premier Secrétaire |
| Jamahiriya arabe libyenne | - M. Rajab A. Azzarouk Ministre plénipotentiaire |
| Jordanie | - M. Klaib El-Fawwaz Premier Secrétaire |
| Mali | - S. E. M. Seydou Niare Ambassadeur Représentant permanent |
| Malte | - M. Saviour F. Borg Représentant permanent par intérim - M. Joseph Constantino Premier Secrétaire |
| Mexique | - M. Teodoro Maus Premier Secrétaire |
| Maroc | - M. El Hassane Zahid Conseiller |
| Nigéria | - M. T. O. Aje Troisième Secrétaire |
| Pakistan | - Mme Naela Chohan Troisième Secrétaire |
| Panama | - M. Luis M. Martínez Conseiller |
| République arabe syrienne | - M. Abdul Mou'men Al-Atassi Représentant permanent adjoint |
| République démocratique allemande | - M. Siegfried Schlicke Premier Secrétaire |
| République démocratique populaire lao | - M. Theuambounmy Bounkahn Deuxième Secrétaire |

/...

| | |
|--------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| République socialiste soviétique d'Ukraine | - M. Yuri Zybanov Directeur de Département Ministère des affaires étrangères - M. Vladimir Y. Eltchenko Deuxième Secrétaire |
| Roumanie | - M. Stefan Aurel Constantinescu Premier Secrétaire |
| Sao Tomé-et-Principe | - M. Adérito Ramos Troisième Secrétaire |
| Sénégal | - M. Paul Badji Chargé d'affaires |
| Soudan | - M. Babikir Elamin Abdel-Hameed Conseiller |
| Tchécoslovaquie | - M. Martin Walter Troisième Secrétaire |
| Togo | - M. Latevi Modem Lawson-Betum Deuxième Conseiller |
| Tunisie | - M. Mohamed Salah Tekaya Premier Secrétaire |
| Turquie | - M. Mehmet A Irtemcelik Conseiller |
| Union des Républiques socialistes soviétiques | - S. E. M. Arnold K. Gren Ministre des affaires étrangères de la République socialiste soviétique d'Estonie - M. A. F. Chistyakov Chef de Section Ministère des affaires étrangères |
| Viet Nam | - M. Nguyen Si Xung Troisième Secrétaire - M. Pham Quang Vinh Attaché |
| Yougoslavie | - M. Milisav Paic Conseiller |
| Zimbabwe | - S. E. M. Isack S. G. Mudenge Ambassadeur Représentant permanent |

Etats non membres représentés par des observateurs

| | |
|-----------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| République de Corée | - M. Joo Seok Kim Premier Secrétaire |
| République populaire démocratique de Corée | - M. Hong Song O Conseiller - M. Kim Jae Hon Premier Secrétaire |
| Saint-Siège | - M. l'Archevêque Renato R. Martino Nonce apostolique Observateur permanent - Mme Edna McCallion Conseiller |

Organes de l'Organisation des Nations Unies

Comité spécial sur la situation concernant l'application de la Déclaration sur
l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

M. Ahmad Farouk Arnouss (République arabe syrienne)

Conseil des Nations Unies pour la Namibie

M. Moussa Bocar Ly (Sénégal)

Comité spécial contre l'apartheid

M. Arif Shahid Khan (Inde)

Institutions spécialisées des Nations Unies

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|
| Organisation mondiale de la santé | - M. Jerry Kilker |
| Organisation des Nations Unies pour le développement industriel | - M. Hassan H. Bahlouli |
| Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture | - M. Mehan, Directeur par intérim |

Organismes des Nations Unies

| | |
|----------------------------------------------------------|--------------------------------------------|
| Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés | - M. Antoine Noël Représentant régional |
|----------------------------------------------------------|--------------------------------------------|

Organisations intergouvernementales

- | | |
|--------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|
| Ligue des Etats arabes | - M. Samir Mansouri Observateur permanent adjoint |
| | - Mme Rihab H. Kanawati Conseiller |
| | - M. Mohamed Morsi Attaché |
| Organisation de l'unité africaine | - Mme Salimatu Khan-Timbo Conseiller |
| Organisation de la Conférence islamique | - M. Nouredine Mezni Directeur adjoint Mission permanente d'observation |

Mouvements de libération nationale

- | | |
|-----------------------------------------------|---------------------------------------------------------|
| Organisation de libération de la Palestine | - M. Zehdi L. Terzi Observateur permanent |
| | - M. Nasser Al-Kidwa Observateur permanent suppléant |
| | - M. Riyad Mansour Observateur permanent adjoint |
| South West Africa People's Organization | - M. Pius H. Asheeke Observateur permanent adjoint |

Organisations non gouvernementales

- | | |
|-----------------------------------------------------------|----------------------------------------|
| Alliance baptiste mondiale | - Mme Eleanore Schnurr |
| American-Israeli Council for Israeli-Palestinian Peace | - Mme Mary Appelman |
| American Middle East Peace Research Institute | - M. Nubar Hovsepian |
| Association of Arab-American University Graduates | - Mme Leila Haddad |
| Board of Global Ministries United Methodist Church | - Mme Ethel Born - Mme Nadine Meyer |
| Canadian Arab Federation | - M. Suleiman Hady |

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Church Women United | - Mme Joyce Yu - M. Alan Goodrow - M. E. Prenovost - Mme Marjorie Songstad - M. Peter Young - Mme Marilyn Bannon - Mme Sylvia Setz - Mme Florence Horby - Mme Winnie Zaragoza |
| Commission of the Churches on International Affairs World Council of Churches | - Mme Gail Lerner |
| Congrès du monde islamique | - M. Vigar Hamdani - M. Issa Nakhleh |
| Finnish-Arab Friendship Society | - M. Mikko Lohikoski |
| General Union of Palestinian Students in the United States | - M. Sameh Atiyeh |
| International Co-ordinating Committee for NGO's | - M. Jean-Marie Lambert |
| Israeli Council for Israeli- Palestinian Peace | - M. Adam Keller |
| Middle East Fellowship of Southern California | - M. Fred Brauer |
| NAJDA | - Mme Nadine Ghammache - Mme Audrey Shabbas |
| Near East Cultural and Educational Foundation | - M. James Graff |
| November 29th Committee for Palestine | - Mme Rabab Hadi |
| Palestine Arab Fund | - M. Abdellatif Rayan |
| The Church of Humanism | - Rév. Joseph Ben-David - Mme Elizabeth Barnsley |
| United Holy Land Fund | - M. Suhail Miari - M. Anis Barghouti - M. A. Wajeesh |
